



**ASSOCIATION POUR LA GESTION
DES RESTAURANTS
ADMINISTRATIFS DE L'ASSEMBLÉE
NATIONALE**

A.G. R. A. N.

**DIRECTION DE LA LOGISTIQUE
PARLEMENTAIRE – DIVISION DE LA
RESTAURATION ET DE L'HÉBERGEMENT**

(Association loi 1901 déclarée le 25.06.1982)

**FOURNITURE DE PRESTATIONS DE
PLATEAUX-REPAS**

(Accord-cadre 24M004-02L)

Lot 2 - Plateaux-repas froids

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

Référence de l'accord-cadre :

24M004-02L

Nature de la procédure :

**Procédure adaptée passée en application
des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du
code de la commande publique.**

Pouvoir adjudicateur :

**Assemblée nationale (coordinateur du
groupement de commandes formé avec
l'Association pour la gestion des
restaurants administratifs de
l'Assemblée nationale – AGRAN).**

Comptable assignataire des paiements :

**Mme la Trésorière de l'Assemblée
nationale**

M. le Trésorier de l'AGRAN

SOMMAIRE

Article premier – Objet et contexte de l'accord-cadre	4
1.1 <i>Objet de l'accord-cadre</i>	4
1.2 <i>Forme du marché</i>	4
1.3 <i>Durée du marché</i>	4
1.3.1 <i>Durée de validité de l'accord-cadre</i>	4
1.3.2 <i>Durée maximum d'exécution des bons de commande</i>	4
1.4 <i>Montant</i>	4
1.5 <i>Lieux d'exécution</i>	5
Article 2 – Pièces constitutives du marché	5
Article 3 – Désignation de représentants	5
3.1 <i>Acheteur</i>	5
3.2 <i>Représentant du titulaire</i>	5
3.3 <i>Formes des notifications entre les parties</i>	6
Article 4 – Nature des prestations	6
4.1 <i>Contexte</i>	6
4.2 <i>Contenu des prestations</i>	6
4.1.1 <i>Présentation et composition des plateaux-repas</i>	6
4.1.2 <i>Volume et nature des besoins</i>	7
4.1.3 <i>Standards de qualité et grammage</i>	8
Article 5 – Horaires et lieu d'exécution de la prestation	9
Article 6 – Mode de passation des commandes	9
Article 7 – Conditions de livraison et accès aux locaux	10
Article 8 – Hygiène et sécurité alimentaire	11
Article 9 – Livraisons : Engagements environnementaux	11
Article 10 – Engagements sociaux	12
Article 11 – Suivi d'exécution des prestations	12
11.1 <i>Qualité des fournitures</i>	12
11.2 <i>Obligations du titulaire</i>	12
11.3 <i>Opérations de vérifications</i>	12
11.3.1 <i>Vérifications quantitatives</i>	13
11.3.2. <i>Vérifications qualitatives</i>	13
11.3.3. <i>Admission des fournitures</i>	14
11.3.4. <i>Rejet des fournitures</i>	14
11.3.5. <i>Réfections</i>	14
11.3.6. <i>Gestion des non-conformités</i>	14
11.4 <i>Contrôles sur pièces et sur place</i>	15
11.5 <i>Suivi et contrôle de la qualité</i>	15
11.6 <i>Bilan</i>	15
Article 12 – Clause de réexamen	15

Article 13 – Prix du marché	16
13.1 Contenu des prix pratiqués	16
13.2 Application de la taxe sur la valeur ajoutée.....	16
13.3 Prix issus du bordereau des prix unitaires.....	17
13.4 Révision des prix issus du bordereau des prix unitaires	17
13.4 Prix issus du catalogue de prix publics.....	17
13.5 Prestations similaires.....	17
Article 14 – Modalités de règlement.....	18
14.1 Modalités de facturation	18
14.2 Mode de règlement.....	18
14.3 Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	18
14.4 Présentation des demandes de paiement.....	19
Article 15 - Clauses de financement et de sûreté.....	19
Article 16 - Sous-traitance.....	20
16.1 Désignation de sous-traitants.....	20
16.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants	21
Article 17 – Avance	21
Article 18 – Respect de la réglementation relative au travail dissimulé.....	21
Article 19 – Responsabilité et assurances	22
19.1 Responsabilité	22
19.2 Assurances	22
Article 20 – Pénalités	22
Article 21 – Résiliation du marché	23
Article 22 – Confidentialité – protection des données personnelles.....	24
22.1 Obligation de confidentialité.....	24
22.2 Protection des données à caractère personnel.....	25
Article 23 – Contentieux - Langue.....	25
Article 24 – Dérogations aux documents généraux.....	25
ANNEXE 1 AU CCP : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	26
ANNEXE 2 : CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES	33

ARTICLE PREMIER – OBJET ET CONTEXTE DE L’ACCORD-CADRE

1.1 Objet de l’accord-cadre

L’accord-cadre à bons de commande 24M-004 a pour objet la fourniture et la livraison de plateaux-repas.

Il comprend 2 lots :

- Lot 1 : Plateaux-repas avec plat micro-ondable ;
- Lot 2 : Plateaux-repas froids.

Le présent cahier des clauses particulières ne s’applique qu’au lot n° 2 « **PLATEAUX-REPAS FROIDS** »

Les caractéristiques techniques des matériels et des prestations susceptibles d’être commandés sont décrites dans le présent cahier des clauses particulières.

1.2 Forme du marché

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2162-1 à R.2162-6 du code de la commande publique.

Il est conclu sous la forme d’un accord-cadre mono attributaire à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique

L’acheteur passe les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

1.3 Durée du marché

1.3.1 Durée de validité de l’accord-cadre

La durée de validité de l’accord-cadre est la durée pendant laquelle les bons de commande peuvent être émis.

Cette durée est d’un an (1) à compter du 5 juin 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Il pourra être reconduit de façon expresse trois (3) fois par périodes consécutives d’un (1) an.

La décision de reconduction de l’accord-cadre est notifiée au titulaire au moins deux (2) mois avant son expiration par lettre recommandée avec accusé de réception.

Aucune indemnité n’est due au titulaire en cas de non-reconduction de l’accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

1.3.2 Durée maximum d’exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l’accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié. Toutefois, les bons de commande déjà notifiés s’exécutent jusqu’à leur terme. Leur durée d’exécution ne saurait dépasser de plus de 2 mois la date de fin de validité de l’accord-cadre.

1.4 Montant

L’accord-cadre est conclu sans montant minimum ; le montant maximum est de 85 000 € TTC sur sa durée totale.

1.5 Lieux d'exécution

Les prestations de plateaux-repas sont livrées, à titre principal, au 32 rue Saint-Dominique (75 007).

Les prestations peuvent, selon les indications figurant sur le bon de commande, être livrées exceptionnellement à la Buvette des parlementaires (2 rue Aristide Briand), à la réception des immeubles appartenant à l'Assemblée nationale, au 233 Boulevard Saint-Germain ou au 95 rue de l'Université.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

▪ **Les pièces particulières :**

- l'acte d'engagement et ses annexes, notamment le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP), dont l'exemplaire conservé par l'Assemblée nationale fait seul foi ;

▪ **Les pièces générales :**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

▪ **L'offre du titulaire :**

- le mémoire technique fourni par le titulaire, composé notamment du cahier des réponses attendues annexé au règlement de la consultation, des exemples détaillés de composition de plateaux-repas et de leurs fiches techniques ;
- le catalogue de prix publics du candidat.

ARTICLE 3 – DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS

3.1 Acheteur

Les acheteurs sont l'Association pour la gestion des restaurants administratifs de l'Assemblée nationale (AGRAN) d'une part et l'Assemblée nationale, d'autre part.

Un groupement de commandes a été constitué entre l'AGRAN et l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale est le coordinateur du groupement de commandes.

Le représentant du groupement de commandes pour le suivi administratif, juridique et financier du présent accord-cadre est le directeur de la Logistique parlementaire ou toute personne désignée par ses soins.

Le suivi opérationnel de l'exécution est assuré par la cheffe de la division de la Restauration, de l'hébergement et des fournitures ou toute personne désignée par ses soins.

3.2 Représentant du titulaire

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de 2 jours à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision n'ait à être justifiée.

Sans acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

3.3 Formes des notifications entre les parties

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de lecture et de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

ARTICLE 4 – NATURE DES PRESTATIONS

4.1 Contexte

Des prestations de plateaux-repas froids sont commandées, de manière régulière par l'AGRAN à destination des députés, de leurs collaborateurs ou de leurs invités et plus occasionnellement par les services de l'Assemblée (jury de concours...) en raison de contraintes professionnelles les empêchant de se rendre sur les sites de restauration collective de l'Assemblée nationale ou lorsque tous ces sites sont fermés.

4.2 Contenu des prestations

4.1.1 Présentation et composition des plateaux-repas

Les plateaux-repas se présentent sous la forme de plateaux individuels. L'emballage est composé de matériaux écoresponsables (issus de ressources renouvelables ou recyclés ou recyclables) et optimisé en volume. La méthode d'emballage assure la bonne conservation de l'ensemble des aliments. Ils doivent être conditionnés dans des boîtes aisément empilables en carton (ou autres matériaux semi-rigides) carrées ou rectangulaires pour permettre un stockage aisé en armoires froides gastro norm. Les fiches techniques, les certificats d'alimentarité et les déclarations de conformité mentionnant l'aptitude des emballages au stockage de tout type de denrées alimentaires devront être communiqués sur demande de l'acheteur.

Il est fait interdiction d'utiliser dans le cadre du présent marché de la vaisselle jetable en plastique à usage unique.

Les assiettes, couverts et gobelets sont composés de ressources renouvelables ou recyclées ou recyclables. En particulier :

- en cas d'utilisation de vaisselle en bois ou issue de fibres de cellulose de bois, elle doit être certifiée issue de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent) ;

- les serviettes en papier doivent être prioritairement constituées de fibres recyclées. À défaut, elles doivent être recyclables.

Il est fait interdiction d'utiliser dans le cadre du présent marché des bouteilles en plastique à usage unique. Elles doivent être constituées de matériaux recyclés ou recyclables.

Le titulaire livre les plateaux jusqu'au lieu de réception. Il n'assure :

- ni le dressage ;
- ni le service ;
- ni la desserte.

L'étiquetage des plateaux doit répondre aux exigences de la réglementation INCO (date de péremption, liste des ingrédients avec allergènes, valeurs nutritionnelles, conditions de conservation ou de remise en température). Le cas échéant, l'origine des viandes doit être mentionnée. La date de fabrication est également indiquée sur chaque plateau. Les noms des services destinataires, tels que mentionnés sur le bon de commande, ainsi que la mention « déjeuner » ou « dîner » devront être apposés de manière visible sur les boîtes contenant les plateaux.

Les **plateaux-repas** comprennent une entrée, un plat avec sa garniture (alternance équilibrée de légumes et de féculents), un morceau de fromage, un dessert (fruit de saison, entremets ou pâtisserie), un petit pain avec un morceau de beurre, l'assaisonnement adapté présenté dans un emballage distinct du plat à assaisonner, les condiments (sel, poivre et moutarde), une bouteille d'eau plate de 50 cl, une serviette, un gobelet et des couverts.

Ils sont déclinés :

- en gamme standard ;
- en haut de gamme : la qualité des denrées, recettes et présentation est supérieure à la gamme standard (gamme de produits prestiges) ;
- en version BIO c'est-à-dire composés de produits exclusivement issus de l'agriculture biologique.

En gamme standard et en haut de gamme, le titulaire propose **au choix** 3 à 4 entrées, 4 à 5 plats (dont une volaille, une viande ou charcuterie, un poisson, un végétarien) et 3 à 4 desserts.

Pour la version BIO, le titulaire propose 2 à 3 menus au choix (dont un végétarien).

Les menus commandés sont composés à partir des entrées, plats et desserts de cette liste. Cependant un seul menu sera retenu pour une même commande hors choix de plateau végétarien ou spécifique sans allergène (gluten, lactose, etc.).

Ces listes saisonnières de plats sont transmises à chaque renouvellement (2 à 4 fois par an maximum) et par anticipation, par mail ou par un site web accessible en extranet avec code d'accès.

4.1.2 Volume et nature des besoins

Auparavant gérée dans le cadre d'une concession au même titre que les sites de restauration rapide, l'activité de fournitures aux députés (éventuellement aux services de l'Assemblée nationale) de paniers-repas et de plateaux-repas a été reprise en février 2023 par l'AGRAN.

Nombre de plateaux commandés :

Février-décembre 2023 (10 mois)	Janvier-août 2024 (8 mois)
579	310

Liées à l'activité parlementaire, ces commandes se concentrent sur les déjeuners en semaine.

Aucune livraison n'est demandée le dimanche et très peu en période de suspension (voir calendrier en annexe).

4.1.3 Standards de qualité et grammage

Le titulaire s'engage à tenir compte des recommandations datées de juillet 2015 du Groupe d'étude des marchés de restauration collective et nutrition (GEM-RCN) de l'Observatoire économique de l'achat public (OEAP), notamment pour ce qui concerne le grammage des ingrédients qui composent chaque plateau-repas. Celui-ci devra, dans la mesure du possible et en tenant compte de la spécificité des plateaux-repas, être conforme aux recommandations nutritionnelles du GEM-RCN afin de fournir une alimentation adaptée à une population de personnes adultes au travail.

Les produits sont livrés frais. Les petits pains devront être composés de farines issues de l'agriculture biologique.

Le titulaire privilégie pour la réalisation de ses recettes et les denrées servies sans transformation (ex. fruits) des produits frais, de saison, d'origine française, d'origine Union européenne ou de qualité équivalente. Ils doivent être sans OGM et de qualité gustative irréprochable.

Pour les plateaux-repas haut-de-gamme, les produits utilisés devront respecter un standard de qualité tel que « volaille fermière », fruits et légumes frais de catégorie EXTRA, produits AOP ou AOC, produits issus de l'agriculture biologique. Le cas échéant, ces derniers devront comporter un étiquetage faisant référence au mode de production biologique tel que « agriculture biologique », « produit de l'agriculture biologique », « produit issu de l'agriculture biologique », avec indication de l'organisme certificateur reconnu et, le cas échéant, le logo européen ou un signe national équivalent certifiant que les produits sont issus de l'agriculture biologique, conformément au règlement (CE) n° 2018/848 du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques.

Conformément à l'objectif fixé par la loi EGAlim promulguée en 2018, complétée en 2021 par la loi Climat et Résilience, les repas servis devront comporter au moins 50 % de produits durables et de qualité, dont au moins 20 % de produits bio. Ces taux s'apprécient sur une année complète d'exécution du marché.

En application de la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (<https://www.ecologie.gouv.fr/lutte-deforestation-importee-SNDI>), le titulaire est :

- tenu de limiter au maximum le recours à des produits industriels dont la confection a nécessité l'utilisation d'huile de palme et de coco. Dans tous les cas, le titulaire devra signaler les produits contenant de l'huile de palme ou de coco et fournir les éléments de traçabilité sur l'origine de ces huiles. Il devra garantir que ces dernières ne sont pas responsables de déforestation importée ou respectant le label RSPO pour l'huile de palme ;

- s'engage à abandonner progressivement les produits laitiers dont la filière utilise une alimentation des animaux responsable de déforestation importée en particulier le soja importé de certains pays.

Des échantillons témoins de chaque composante et de chaque produit servis devront être conservés conformément à la réglementation en vigueur (durée et température de conservation) en double exemplaire dans le laboratoire du titulaire. Dans la mesure du possible, il convient de conserver comme plat témoin, ou en plus du repas conservé sur site, un repas qui aura fait l'objet du circuit de distribution le plus long.

ARTICLE 5 – HORAIRES ET LIEU D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION

Les prestations de plateaux-repas sont livrées au 32 rue Saint-Dominique.

Les prestations peuvent, selon les indications figurant sur le bon de commande, être livrées exceptionnellement à la Buvette des parlementaires (2 rue Aristide Briand), à la réception des immeubles appartenant à l'Assemblée nationale, au 233 Boulevard Saint-Germain ou au 95 rue de l'Université.

Les livraisons pour le midi et pour le soir seront effectuées de 7 heures à 10 heures, du lundi au samedi (mois d'août compris).

En cas de livraison trop tardive (plus d'une heure et demie de retard), l'Assemblée nationale pourra la refuser.

ARTICLE 6 – MODE DE PASSATION DES COMMANDES

L'accord-cadre s'exécute aux moyens de bons de commande précisant la nature, la quantité, la date de livraison et le montant des fournitures qui sont demandées par l'AGRAN ou par l'Assemblée nationale.

Sont habilités à signer les bons de commande :

- pour l'AGRAN, le directeur de l'AGRAN, son représentant, ou toute personne qu'il désigne à cet effet ;
- pour l'Assemblée nationale, le directeur de la Logistique parlementaire, son représentant ou toute personne qu'il désigne à cet effet.

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire sur la base des prix du présent accord-cadre (bordereau des prix unitaires ou catalogue de prix), le cas échéant remisés.

Les bons de commande sont notifiés par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception. La date de l'accusé de réception vaut date de notification du bon de commande.

Sauf indication contraire de l'acheteur, le fournisseur doit être en mesure d'exécuter les bons de commande en A pour C. Ces délais sont exprimés en jours ouvrés. Tout autre délai d'exécution est fixé dans le bon de commande.

Il n'est fixé aucun minimum de commande. Le titulaire doit exécuter, dans les délais contractuels, tous les bons de commande notifiés quel que soit leur montant ou leurs quantités.

Toutefois, l'acheteur s'efforce de ne pas adresser au titulaire de commande dont les quantités seraient inférieures à 6 plateaux.

Les modifications (à la hausse comme à la baisse) du nombre de paniers commandés sont transmises par mail au plus tard la veille de la livraison à 18 h. En cas d'annulation tardive

(soit moins de deux heures avant l'heure de livraison), une indemnisation forfaitaire de 5 € par panier décommandé sera versée au titulaire.

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence de l'accord-cadre et du lot (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la désignation du lieu de livraison ;
- la date et l'heure de livraison ;
- les coordonnées de la personne habilitée à recevoir la livraison ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- le ou les services destinataires des livraisons ;
- les prix unitaires HT de chaque prestation / les prix unitaires HT figurant au catalogue, le taux de remise tel que mentionné à l'acte d'engagement, les prix unitaires remisés HT et TTC ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande avant et après remise ;
- tout autre renseignement utile.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai maximum de 24 heures à compter de la notification du bon de commande pour présenter ses réserves par tout moyen écrit permettant d'attester de la date certaine de réception (mail, télécopie ou lettre recommandée avec accusé de réception). Passé ce délai, celui-ci est réputé disposer de toutes les informations nécessaires à la réalisation des prestations. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE LIVRAISON ET ACCÈS AUX LOCAUX

La livraison des plateaux-repas est effectuée par le titulaire. Le mode de livraison assure le respect de la chaîne du froid tel que fixé par la réglementation. La température des denrées à cœur ne doit pas dépasser +2 °C. Les plateaux livrés sont accompagnés d'un bon de livraison.

Le titulaire se conforme aux instructions qui lui sont communiquées concernant les conditions de stationnement devant l'Assemblée nationale et d'accès dans l'enceinte de l'Assemblée nationale.

L'accès aux locaux est réservé aux personnels du titulaire expressément autorisés par l'Assemblée nationale, qui leur délivre le cas échéant un titre d'accès personnel. Ce badge doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Le personnel du titulaire doit toujours se conformer strictement aux consignes et directives de sécurité émises par l'Assemblée nationale.

Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de 4 jours ouvrables. Ce délai devra être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs. Le personnel du titulaire effectuant la livraison doit être muni d'une pièce d'identité.

Le titulaire fournit une liste des numéros d'immatriculation de la flotte des véhicules utilisés pour la livraison des prestations à l'Assemblée nationale.

ARTICLE 8 – HYGIÈNE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Tout au long de sa prestation, le titulaire s'engage à respecter les règles en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire en référence à la méthode HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point) et à la réglementation en vigueur. Il s'engage également à se conformer, dans ses locaux ou ceux dans lesquels sont effectuées les préparations, aux dispositions sanitaires réglementaires des services vétérinaires dont il ressort. Il doit en outre disposer d'un PMS (Plan de Maitrise Sanitaire) comprenant une procédure de gestion des alertes et des retraits/rappels.

Pendant toute la durée du marché, le prestataire est tenu de respecter les prescriptions sanitaires définies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Il s'engage à assurer une formation en ce sens au personnel employé pour la prestation, quel que soit le type de contrat de travail de ce personnel.

Le prestataire fait effectuer à sa charge, par un laboratoire indépendant, les contrôles bactériologiques conformément à la réglementation en vigueur. En cas de non-conformité, il prend, dans les délais les plus brefs, les mesures correctives qui s'imposent. Il informe par écrit l'Assemblée nationale des mesures prises et des résultats obtenus.

À chaque renouvellement de l'agrément sanitaire européen et national, le titulaire en fournit une copie à l'Assemblée nationale dans les huit jours.

Dès la notification du présent accord-cadre, le titulaire désigne au sein de son entreprise un contact pour tout sujet relatif à l'hygiène et la sécurité alimentaire.

ARTICLE 9 – LIVRAISONS : ENGAGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les véhicules utilisés par le titulaire relevant des normes Euro respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 5. Ils sont équipés de vignettes Critair de niveau 1 à 4 (y compris véhicules électriques et hydrogène). À compter de 2024, les prestations seront exécutées par le biais de véhicules ne comportant aucune motorisation Diesel.

Les véhicules légers (PTAC \leq 3,5 t) utilisés auront un seuil d'émissions de CO₂ de 110 g/km.

Il est également souhaité que le parc servant à l'exécution des prestations comprenne de préférence des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques) conformes aux normes en vigueur.

De la sorte, les prestations seront exécutées autant que faire se peut à l'aide de véhicules :

- dont la consommation de carburant est réduite ;
- les moins polluants en matière de rejets atmosphériques et en niveau sonore ;
- entretenus et suivis de manière à maintenir leur performance en termes de consommation et de limitation des nuisances (bruit et rejets) ;
- respectant le standard EURO 6 en matière d'émission de polluants.

Si le titulaire ne détient pas la certification « Label Objectif CO2 », il respecte autant que faire se peut les éléments de cette certification dans le cadre de sa politique environnementale.

Il est rappelé que l'article L1431-3 du code des transports oblige à apporter une information à tout bénéficiaire d'une prestation de transport sur la quantité de GES émise par le ou les modes de transport utilisés.

ARTICLE 10 – ENGAGEMENTS SOCIAUX

Il est souhaité que le titulaire du marché mette en place, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et en lien avec l'exécution des prestations, une démarche d'amélioration sociale, reposant par exemple sur l'embauche de personnes éloignées de l'emploi, ou sur la mise en place d'un plan de suivi de la prévention des risques et de la qualité de vie au travail de son personnel, en particulier en application de l'article L. 4121-1 du code du travail. Il justifie, sur simple demande du représentant de l'Assemblée nationale, des mesures mises en place pour respecter ses obligations et engagements.

ARTICLE 11 – SUIVI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.1 Qualité des fournitures

Les fournitures doivent être conformes :

- aux prescriptions des normes homologuées, les normes applicables étant celles en vigueur le premier jour du mois précédant la date de notification ;
- aux spécifications contractuelles ;
- aux fiches techniques et/ou échantillons fournis par le titulaire au moment de son offre ;
- aux bons de commande ou aux produits présentés dans le catalogue du fournisseur.

11.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à satisfaire les exigences de qualité, de présentation, de conditionnement, de prix et de livraison (tant en termes d'horaires que de quantités commandées) décrites dans les documents contractuels. Il est soumis à une obligation de résultat.

Le non-respect des dispositions susmentionnées peut entraîner le rejet des fournitures et peut avoir pour conséquence la résiliation de l'accord-cadre.

Tout manquement du titulaire aux engagements souscrits lui sera signalé soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception et pourra faire l'objet de pénalités et sanctions.

11.3 Opérations de vérifications

Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Elles doivent permettre de contrôler la conformité des livraisons par rapport à la commande.

11.3.1 Vérifications quantitatives

Les denrées sont vérifiées et comptées par délégation de l'acheteur, par le service en charge du suivi opérationnel de l'exécution. La quantité totale de la marchandise effectivement livrée doit correspondre à la quantité facturée.

S'il apparaît, avant l'admission des fournitures, que la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, sans préjudice d'éventuelles pénalités, l'acheteur pourra mettre le titulaire du marché en demeure :

- soit de reprendre immédiatement l'excédent, si la livraison dépasse la commande ;
- soit de procéder à une livraison complémentaire dans l'heure et demie à concurrence de la quantité totale prévue par le bon de commande.

11.3.2. Vérifications qualitatives

Le contrôle qualitatif a pour but de vérifier :

- les conditions de transport (température de la caisse du véhicule, propreté du véhicule, du livreur...) ;
- la conformité de la température des produits avec celle prescrite par la réglementation en vigueur ;
- la propreté des emballages et des conditionnements ;
- la présence des mentions obligatoires d'étiquetage ;
- la présence de la marque de salubrité ;
- la date jusqu'à laquelle le produit garde ses propriétés spécifiques ;
- que la marchandise correspond aux caractéristiques des produits faisant l'objet du marché ;
- que la qualité fournie est conforme à la commande ;
- que la fourniture n'a subi depuis sa préparation aucune détérioration ou altération susceptible d'en diminuer la salubrité ;
- que la traçabilité des produits réceptionnés est prise en compte au titre de la réglementation en vigueur et est disponible sur demande de l'acheteur ;
- le respect du délai entre la date de fabrication et la date de livraison.

Tout manquement aux points ci-dessus est signalé au titulaire par l'intermédiaire d'une fiche de non-conformité transmise par courriel.

L'acheteur peut effectuer des prélèvements lors de toute livraison, pour analyse par un laboratoire de son choix. Les conséquences des résultats seront :

- une analyse satisfaisante vaut acceptation des fournitures ;
- une analyse acceptable implique la mise en place d'un suivi particulier pour le ou les produits concernés ;
- une analyse non satisfaisante implique la réalisation par le même laboratoire d'une seconde analyse lors de la livraison suivante. La mise en place d'actions correctives sera exigée. En cas de manquements répétés, l'accord-cadre pourra être résilié. En cas de résultats non satisfaisants, les frais d'analyse et de mise en conformité sont pris en charge intégralement par le titulaire.

11.3.3. Admission des fournitures

L'acheteur prononce l'admission des fournitures si elles répondent aux stipulations contractuelles. Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, en l'absence de toute décision (d'admission, de rejet ou de réfaction), l'admission des prestations prend effet dans un délai de 2 jours à compter de la réception des denrées.

11.3.4. Rejet des fournitures

Les fournitures sont systématiquement rejetées dans les cas suivants :

- en cas de dépassement des températures réglementaires ou d'anomalies en termes de date de durabilité, d'intégrité d'emballage/conditionnement, de marque de salubrité, d'étiquetage, de qualité du produit ;
- les fournitures ne proviennent pas des ateliers de fabrication visés dans les documents du marché.

Par dérogation à l'article 30.4.1 du CCAG-FCS, l'acheteur n'est pas tenu d'inviter le titulaire à présenter ses observations avant de prononcer le rejet de ses fournitures.

Par dérogation à l'article 30.4.3. du CCAG-FCS, les fournitures rejetées dès le stade de la livraison ne sont pas livrées. Les fournitures rejetées après réception sont détruites par l'acheteur dans la journée.

Les fournitures rejetées doivent être remplacées dans les meilleurs délais par une fourniture identique en nature, qualité et poids. Si le remplacement ne peut se faire dans les délais exigés par l'acheteur, le titulaire procédera à un avoir sur la facture.

Les frais de manutention et de transport, éventuellement entraînés par le rejet des marchandises ou par l'existence d'un vice caché, sont pris en charge par le titulaire.

11.3.5. Réfections

Lorsque l'acheteur estime que des fournitures, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut prononcer une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 24 heures ouvrées pour présenter ses observations à l'acheteur. En l'absence d'observations communiquées dans ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de réfaction.

En cas de désaccord, l'acheteur peut admettre les fournitures ou décider de leur rejet.

En aucun cas, ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'acheteur et le titulaire ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt des prestations.

11.3.6. Gestion des non-conformités

Toute non-conformité, qu'elle donne lieu à l'admission, la réfaction ou le rejet des prestations, ou tout vice-caché donne lieu à l'envoi au titulaire, par courriel, d'une fiche de non-conformité.

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous 7 jours calendaires, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

11.4 Contrôles sur pièces et sur place

En complément des prescriptions prévues à l'article 16 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale se réserve le droit de procéder au contrôle du respect par le prestataire de ses engagements. Ce contrôle peut être effectué par le personnel de l'Assemblée nationale ou par toute personne ou tout service de l'État mandaté par l'Assemblée nationale. Il peut être inopiné et avoir lieu dans les laboratoires désignés par le prestataire comme lieux de fabrication des prestations à destination de l'Assemblée nationale. Le prestataire est tenu de fournir toutes pièces justificatives en rapport avec l'objet de la mission de contrôle.

Ce contrôle peut viser à la justification par le prestataire de la traçabilité et du respect de la chaîne du froid des prestations pour un jour donné, ainsi qu'à la vérification de l'origine et de la qualité des denrées utilisées dans la préparation des plateaux. Un contrôle des véhicules de livraison pourra également être effectué par les personnels de l'Assemblée nationale pour vérifier l'hygiène et la température.

En cas d'infraction constatée, et selon sa gravité, le prestataire sera passible de l'application de pénalités prévues à l'article 20 ou de la résiliation du marché à ses torts.

11.5 Suivi et contrôle de la qualité

Une enquête de satisfaction est réalisée par l'Assemblée nationale chaque année auprès des consommateurs sur la base d'un questionnaire d'évaluation proposé par le titulaire et validé par l'Assemblée nationale. Le questionnaire est joint à chaque plateau pendant une période de trois jours. Ce questionnaire visera les obligations du titulaire figurant dans le présent CCP (qualité gustative des menus, diversité des produits proposés, emballages conformes aux exigences du marché...)

Une note d'appréciation sera établie. Les principaux résultats de l'enquête et la note moyenne seront communiqués au titulaire.

11.6 Bilan

Tous les semestres à compter de la notification, le titulaire transmet au représentant de l'Assemblée nationale le bilan des consommations, en indiquant :

- le nombre de plateaux livrés par mois, en précisant les types de plateaux (standard ou améliorés) et les destinataires ;
- le montant HT et TTC des plateaux livrés ;
- le montant HT et TTC des plateaux livrés répondant aux critères « EGALIM » parmi lesquelles ceux répondant au label « agriculture biologique » d'une part et ceux répondant au critère « circuits courts » d'autre part ;
- toute autre information statistique exigée par l'acheteur.

ARTICLE 12 – CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent accord-cadre en cours d'exécution.

Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées, à l'initiative exclusive de l'acheteur, notamment en cas d'événement aux spécificités imprévues ou en cas de nouveaux besoins imprévus. Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

Le prix relatif aux prestations ajoutées devra être fixé en cohérence avec celui des autres prestations.

En outre, l'Assemblée nationale entend déployer sur ses marchés des actions de progrès, définies conjointement par le titulaire et l'Assemblée nationale et ayant pour objectifs :

- d'améliorer la performance sociale de ses marchés (qualité de travail des personnels en place ; insertion de publics éloignés de l'emploi et accompagnement de ces personnes vers un retour pérenne à l'emploi) ;
- d'améliorer la performance environnementale des prestations ;
- de bénéficier de tous les progrès de la technique, ainsi que de toutes les améliorations possibles en termes de méthodes, d'organisation, d'outillages mis en œuvre lors de l'exécution des prestations ;
- de maîtriser les dépenses de l'Assemblée nationale.

Ainsi, tout au long de l'exécution du présent marché, sur demande de l'Assemblée nationale, le titulaire lui propose des actions de progrès en lien avec l'objet du marché. Celles-ci peuvent être ponctuelles ou continues.

Les propositions d'actions de progrès sont remises par écrit et précisent :

- les améliorations attendues en termes de qualité, de performance sociale, de performance environnementale et d'efficience ;
- les prérequis nécessaires à leur déploiement ;
- le planning de mise en œuvre des actions pouvant engendrer ces progrès.

À réception des propositions, l'Assemblée nationale étudie la faisabilité et l'opportunité de leur mise en œuvre, au regard des impacts pour les députés et les services.

Les actions de progrès ne peuvent entraîner une augmentation des prix du marché.

Toute modification du marché, sans incidence financière, fait l'objet d'un ordre de service signé par le directeur du service concerné ou son représentant.

ARTICLE 13 – PRIX DU MARCHÉ

13.1 Contenu des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables obligatoirement à la prestation et tous frais afférents au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'emballage, au conditionnement, au stockage, à la manutention, au chargement et au déchargement, ainsi qu'à l'assurance.

Les prix sont unitaires définitifs.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement des prix est arrêtée au mois de la date de remise des offres finales.

13.2 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

13.3 Prix issus du bordereau des prix unitaires

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU) aux quantités commandées et exécutées, majorés du taux de TVA en vigueur lors de l'émission de chacun des bons de commande.

13.4 Révision des prix issus du bordereau des prix unitaires

Les prix du bordereau des prix unitaires sont révisibles semestriellement à compter de la notification du marché sur la base de la formule de révision suivante :

$$P_n = P_0 \times [(I_n/I_0)]$$

Dans laquelle :

- P_n est le prix révisé ;
- P_0 est le prix figurant au bordereau des prix unitaires et réputé établi à la date d'établissement des prix (cf. article 13.1 du présent document),
- I_n est la dernière valeur publiée de l'indice au moment de la révision des prix ;
- I_0 est la valeur de l'indice à la date d'établissement des prix (cf. article 13.1 du présent document).

L'indice de référence est l'indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 11.1.1.2 - Services de restauration rapide et à emporter Identifiant : 001763785

Le titulaire notifie les prix révisés au service de la Logistique parlementaire de l'Assemblée nationale par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins un mois avant leur date d'application.

L'Assemblée nationale se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité si l'augmentation des prix demandée est supérieure à 3 % entre deux révisions.

13.4 Prix issus du catalogue de prix publics

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG-FCS, les prix des produits non mentionnés au bordereau des prix unitaires et qui pourraient faire l'objet de commandes des acheteurs sont établis à partir du catalogue de prix fourni par le titulaire à l'appui de son offre et appliqué à l'ensemble de sa clientèle, déduction faite de la remise au taux indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Le taux de remise est applicable pendant toute la durée d'exécution du présent accord-cadre. Il s'applique à tout nouveau catalogue transmis par le titulaire, y compris en cas de baisse des prix.

Le nouveau catalogue annule et remplace les précédents, sauf pour les prestations en cours d'exécution. Un délai de 6 mois au minimum doit s'écouler entre deux catalogues consécutifs.

L'Assemblée nationale se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité si l'augmentation des prix est supérieure à 3 % entre deux catalogues.

13.5 Prestations similaires

L'acheteur pourra recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre, tel que prévu par

l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, sans que cela n'amène au dépassement du montant maximum de l'accord-cadre.

ARTICLE 14 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Chaque acheteur est responsable du règlement des commandes qu'il passe. Le titulaire est tenu de se conformer aux modalités de règlement propres à chacun des acheteurs.

14.1 Modalités de facturation

Les prestations exécutées sont payées mensuellement au titulaire à terme échu, conformément aux règles de la comptabilité publique et sous réserve d'acceptation du service fait, sur présentation de factures récapitulatives en fin de mois, établies en deux exemplaires, avec les bons de commande afférents. Ces factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la référence de l'accord-cadre et du lot de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des fournitures commandées ;
- la désignation du lieu de livraison ;
- la date et l'adresse de la livraison ;
- le prix unitaire HT de chaque fourniture sans remise ;
- le montant de la remise consentie par type de produit ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- le montant total TTC des fournitures livrées ;
- l'entité émettrice du bon de commande (AGRAN ou Assemblée nationale)

14.2 Mode de règlement

Le règlement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale ou par l'AGRAN, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture, par application du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

14.3 Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances

➤ AGRAN :

Le comptable assignataire des paiements est M. le trésorier de l'AGRAN.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est M. le Trésorier de l'AGRAN.

➤ Assemblée nationale :

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

14.4 Présentation des demandes de paiement

➤ Demandes de paiement adressées à l'AGRAN

Les demandes de paiement adressées à l'AGRAN sont transmises par courrier électronique aux adresses :

- agran@assemblee-nationale.fr
- gcouderc@assemblee-nationale.fr

L'AGRAN s'engage à prévenir les titulaires en cas de modification des adresses de réception des factures.

➤ Demandes de paiement adressées à l'Assemblée nationale

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution du marché.

➤ Non-respect des modalités de présentation des demandes de paiement

Les obligations prescrites par le présent article s'appliquent aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Lorsqu'une facture n'est pas transmise selon les modalités indiquées, l'acheteur peut la rejeter après avoir rappelé au titulaire ses obligations et l'avoir invité à s'y conformer.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, l'acheteur pourra appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, le marché subséquent et le cas échéant l'accord-cadre pourront être résiliés pour ce titulaire.

ARTICLE 15 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 16 - SOUS-TRAITANCE

16.1 Désignation de sous-traitants

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale ou l'AGRAN.

La demande d'agrément devra être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4 (dans la dernière version en vigueur) relatif à la présentation d'un sous-traitant précisant :
 - a. la désignation précise des prestations sous-traitées ;
 - b. le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - c. le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - d. les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
 - e. le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
5. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ;
6. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
7. Attestation d'assurance ;
8. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante :

agran@assemblee-nationale.fr

moyensgeneraux@assemblee-nationale.fr

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

16.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents seront adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnés.

ARTICLE 17 – AVANCE

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5 % ou à 30 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance interviendra dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de l'accord-cadre (ou à 50 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

ARTICLE 18 – RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date

d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement.

ARTICLE 19 – RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

19.1 Responsabilité

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou de l'AGRAN ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à l'AGRAN ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du Code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou de l'AGRAN ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

19.2 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire du marché justifie qu'il est titulaire d'une assurance concernant la responsabilité civile garantissant les pertes ou dommages causés aux tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations pendant la durée du marché, souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, à l'exclusion de tout agent ou courtier.

L'attestation d'assurance comportera également les éléments suivants :

- la nature des garanties ;
- les franchises ;
- les primes HT et TTC.

En cas de reconduction du marché, le titulaire justifie chaque année auprès du directeur du service de la Logistique parlementaire de l'Assemblée nationale ou son représentant qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité conforme aux stipulations du paragraphe précédent.

ARTICLE 20 – PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, sauf cas de force majeure, le titulaire encourt les pénalités suivantes sans mise en demeure préalable :

- ✓ 10 € par plateau, pour tout retard de livraison supérieur à 1 heure ;
- ✓ 10 € par plateau dont la composition serait non conforme à la commande ;
- ✓ 20 € par plateau commandé non livré ;
- ✓ 25 € par plateau non-conforme du point de vue des normes sanitaires, notamment la température, qui serait par conséquent refusé à la livraison ;
- ✓ Pénalité forfaitaire de 1 500 € dans le cas de non-respect des normes sanitaires rappelées à l'article 8 et en cas d'infraction prévue à l'article 11.4 du présent CCP ;
- ✓ 50 € par semaine de retard à compter de la réception du courrier (ou courriel) de relance en cas de non-transmission des documents attendus au titre de l'exécution du présent accord-cadre (notamment aux articles 4.2, 8, 11.5 et 11.6 du présent CCP) ;
- ✓ 80 € par jour de retard à compter de la réception du courrier (ou courriel) de relance en cas de non-transmission du nom et des coordonnées du représentant du titulaire (article 3.2 du présent CCP) et de ceux du référent « hygiène et sécurité alimentaire » (article 8 du présent CCP) ;
- ✓ 1 000 € par cas constaté de manquement à la protection des données à caractère personnel ;
- ✓ 200 € en cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures selon les modalités prévues dans le présent CCP ;
- ✓ 100 € en cas non-acquittement des formalités relatives au respect de la réglementation en matière de travail dissimulé (par jour calendaire jusqu'à régularisation).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, ces pénalités sont dues au premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités susceptibles d'être appliquées au titre du présent marché est plafonné à 30 % de son montant estimé.

Les pénalités sont cumulables.

Elles sont notifiées au titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et déduites de l'échéance de virement la plus proche.

ARTICLE 21 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

Outre le cas de résiliation pour dépassement des plafonds de révision des prix prévu à l'article 13.3 du présent CCP, l'accord-cadre peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS ainsi que dans les hypothèses suivantes :

- la non-exécution d'une prestation du fait du titulaire ;
- une défaillance réitérée du titulaire dans le respect des normes d'hygiène et de sécurité ;
- au moins deux défaillances dans l'exécution des prestations du marché constatées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sur une période d'un mois ;
- le non-respect de renouvellement saisonnier de la carte des plateaux ;

- une dégradation avérée, significative et durable de la qualité par rapport aux produits proposés par le titulaire à l'appui de son offre ;
- une infraction constatée à la suite d'un contrôle effectué sur la base de l'article 11.4 et si cette infraction est jugée comme mettant en péril la bonne exécution du marché ou la santé des consommateurs, ou s'il y a tromperie sur l'origine et la qualité des denrées utilisées ou la quantité des produits utilisés pour l'élaboration des prestations ;
- le manquement aux obligations de confidentialité prévues à l'article 22.1.
- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-7 à R.2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;
- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement ».

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-FCS.

Dans tous les cas, le titulaire est averti par le directeur de la Logistique parlementaire par lettre, adressée en recommandé avec demande d'avis de réception ou remise en main propre, contre récépissé, de la mise en demeure et de la résiliation envisagée. Il peut présenter ses observations dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de la lettre, la date de sa réception ou du récépissé faisant foi. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté la décision de l'Assemblée nationale.

Lorsque la mise en demeure est assortie d'un délai d'exécution, ce dernier est fixé dans la lettre recommandée adressée au titulaire.

ARTICLE 22 – CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

22.1 Obligation de confidentialité

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du présent accord-cadre, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

22.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG.

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent document.

ARTICLE 23 – CONTENTIEUX - LANGUE

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L. 2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, la loi française est la seule applicable. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

Les documents et correspondances relatives à l'accord cadre sont rédigés en français.

ARTICLE 24 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Il est dérogé comme suit par le présent CCP au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 3.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'article 11.3.3 déroge à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

L'article 11.3.4 déroge aux articles 30.4.1 et 30.4.3 du CCAG-FCS.

L'article 11.3.5 déroge à l'article 30.3 du CCAG-FCS.

L'article 13.1 déroge à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS.

L'article 13.4 déroge à l'article 10.2.1 du CCAG-FCS.

L'article 20 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

ANNEXE 1 AU CCP : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

I. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Les présentes clauses (ci-après : « les clauses ») sont sans préjudice des obligations auxquelles le responsable du traitement est soumis en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

Les clauses ne suffisent pas, à elles seules, pour assurer le respect des obligations relatives aux transferts internationaux conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Dans le cas où le titulaire a accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation des prestations, il agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 4 du RGPD, et ce pour le compte de l'Assemblée nationale qui demeure le responsable de traitement.

La présente annexe a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

II. INVARIABILITÉ DES CLAUSES

Les parties s'engagent à ne pas modifier les clauses, sauf en ce qui concerne l'ajout d'informations dans la présente annexe ou la mise à jour des informations qui y figurent.

Les parties ne sont pour autant pas empêchées d'inclure les clauses contractuelles types définies dans les présentes clauses dans un contrat plus large, ni d'ajouter d'autres clauses ou des garanties supplémentaires, à condition que celles-ci ne contredisent pas, directement ou indirectement, les clauses ou qu'elles ne portent pas atteinte aux libertés et droits fondamentaux des personnes concernées.

III. TERMINOLOGIE

Le « responsable du traitement » (article 4.7 du RGPD : « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement (...)* ») : l'acheteur au sens du code de la commande publique ;

Le « sous-traitant » (article 4.8 du RGPD : « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement* ») : le titulaire du marché public ;

Le sous-traitant du sous-traitant ou sous-traitant ultérieur (article 28.2 du RGPD : lorsque le « *sous-traitant recrute un autre sous-traitant* ») : le sous-traitant au sens du droit de la commande publique ;

L'« autorité de contrôle » (article 4.21 du RGPD : « *une autorité publique indépendante qui est instituée par un État membre en vertu de l'article 51* ») : la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

IV. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est rappelé que les « données » auxquelles le titulaire a accès dans le cadre des présentes, constituent des connaissances antérieures.

Ces données sont et demeurent la propriété exclusive de l'Assemblée nationale qui restera l'unique propriétaire des traitements, enrichissements et améliorations qui pourraient leur être apportées.

V. INTERPRÉTATION

Lorsque des termes définis dans le règlement (UE) 2016/679 figurent dans les clauses, ils s'entendent comme dans le règlement en question.

Les présentes clauses doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et de la loi Informatique et libertés respectivement.

Les présentes clauses ne doivent pas être interprétées d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par le règlement (UE) 2016/679 et/ou par la loi Informatique et libertés, ou d'une manière qui porte atteinte aux libertés ou droits fondamentaux des personnes concernées.

VI. DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du présent marché.

La nature des opérations réalisées sur les données est la consultation, la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'envoi des données et la destruction des données.

Les données à caractère personnel traitées sont, notamment, le nom, le prénom, le numéro téléphonique et le courriel (mail) des agents de l'Assemblée nationale.

Les catégories de personnes concernées par le traitement des données à caractère personnel sont les agents de l'Assemblée nationale en charge de l'exécution du marché.

Les finalités du traitement sont :

- la réception des livrables ;
- la réalisation des actions de coordination et de pilotage (comitologie) ;
- la maintenance (envoi de tickets incidents) et l'exécution de la réversibilité, le cas échéant ;
- la destruction ou la transmission des données afin de protéger ces données ;
- et toutes autres finalités nécessaires à la bonne exécution du marché.

Les données seront conservées durant toute la durée de l'exécution du marché.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires dans le cahier des charges du marché.

VII. OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-À-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance, sauf instruction complémentaire du responsable de traitement.

2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement.

3. garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.

4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** (« **privacy by design** »).

6. La sous-traitance ultérieure

Le sous-traitant, titulaire du marché, peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « **le sous-traitant ultérieur** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il doit recueillir préalablement et par écrit l'accord spécifique du responsable du traitement concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant ultérieur, en vertu de l'article L. 2193-5 du code de la commande publique (imprimé DC4). Le formulaire doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le sous-traitant soumet la demande d'autorisation spécifique au moins six (6) jours avant le recrutement du sous-traitant ultérieur en question.

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable du traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-

traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

7. Transferts de données hors de l'Union européenne ou traitement par un prestataire soumis à un droit extraterritorial tiers

Le sous-traitant s'engage à héberger les Données exclusivement sur le territoire de l'un des États membres de l'Union européenne ou membre de l'Espace économique européen, qu'il prenne en charge lui-même cet hébergement ou fasse appel à un Sous-traitant ultérieur.

Les opérations d'administration et de supervision du service doivent être réalisées depuis l'Union Européenne.

Le sous-traitant s'engage à informer le responsable de traitement de la localisation physique des serveurs hébergeant les données à caractère personnel.

Si le sous-traitant est localisé hors de l'Union européenne, ou s'il est localisé dans l'Union, mais soumis à un droit extraterritorial tiers, il doit préalablement fournir au responsable du traitement les garanties exigées par l'article 46 du règlement (UE) 2016/679 pour validation par le délégué à la protection des données de l'Assemblée nationale.

Le sous-traitant doit fournir au responsable de traitement une liste de l'ensemble des tiers qui peuvent accéder aux Données et des pays destinataires mise à jour. En cas de modification des pays destinataires par le sous-traitant, ce dernier doit en informer préalablement le responsable de traitement, afin qu'il puisse émettre des objections à cet égard.

En cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le sous-traitant, ce dernier s'engage à en informer immédiatement le Responsable de traitement.

8. Le droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

9. L'exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au représentant du responsable de traitement :

Monsieur le délégué à la protection des données, Assemblée nationale,

126, rue de l'Université

75355 PARIS 07 SP

dpo@assemblee-nationale.fr

10. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les 48 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen permettant la traçabilité des échanges : courrier, courriel, télécopie. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

11. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

12. Mesures de sécurité

Le responsable de traitement et le sous-traitant mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Tout échange contenant des données à caractère personnel ou sensibles (fichiers, messages électroniques) doit faire l'objet d'un renforcement de protection (chiffrement).

13. Le sort des données

Dans un délai d'un (1) mois calendaire avant la date de fin du marché, le titulaire interroge le responsable de traitement sur le sort des données traitées. Au choix du responsable de traitement, le sous-traitant s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ;

- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

14. Le délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

15. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

16. Documentation - Audit

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement, dans le délai fixé par la demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Chaque partie se réserve le droit de refuser de fournir à l'autre partie des secrets d'entreprise et de commerce, un savoir-faire opérationnel et toute information dont l'audit présenterait un risque de sécurité pour la partie auditée.

17. Non-respect des clauses et résiliation

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable peut également enjoindre au sous-traitant de se mettre en conformité sous astreinte, conformément à l'article « pénalités » du CCAP. En outre, en cas d'inaction ou de mesures non probantes, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

VIII. OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-À-VIS DU SOUS-TRAITANT

Le responsable de traitement s'engage à :


- fournir au sous-traitant les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du présent marché ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement de la part du sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser, le cas échéant des audits et des inspections auprès du sous-traitant.


ANNEXE 2 : CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES


CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE LA SESSION ORDINAIRE 2024-2025


arrêté par les Conférences des présidents des 1^{er} octobre, 19 novembre et 10 décembre 2024


2024						2025											
OCTOBRE		NOVEMBRE		DECEMBRE		JANVIER		FEVRIER		MARS		AVRIL		MAI		JUIN	
M 1		V 1	Féiè	D 1		M 1	Féiè	S 1		S 1		M 1		J 1	Féiè	D 1	
M 2		S 2	L 2		J 2		D 2		D 2		M 2		V 2		L 2		
J 3		D 3		M 3		V 3		L 3		L 3		J 3	HOR	S 3		M 3	
V 4		L 4		M 4		S 4		M 4		M 4		V 4		D 4		M 4	
S 5		M 5		J 5		D 5		M 5		M 5		S 5		L 5		J 5	GDR
D 6		M 6		V 6		L 6		J 6	DR	J 6	Dem	D 6		M 6		V 6	
L 7		J 7		S 7		M 7		V 7		V 7		L 7		M 7		S 7	
M 8		V 8		D 8		M 8		S 8		S 8		M 8		J 8	Féiè	D 8	
M 9		S 9		L 9		J 9		D 9		D 9		M 9		V 9		L 9	Féiè
J 10		D 10		M 10		V 10		L 10		L 10		J 10		S 10		M 10	
V 11		L 11	Féiè	M 11		S 11		M 11		M 11		V 11		D 11		M 11	
S 12		M 12		J 12		D 12		M 12		M 12		S 12		L 12		J 12	
D 13		M 13		V 13		L 13		J 13		J 13		D 13		M 13		V 13	
L 14		J 14		S 14		M 14		V 14		V 14		L 14		M 14		S 14	
M 15		V 15		D 15		M 15		S 15		S 15		M 15		J 15	LIOT	D 15	
M 16		S 16		L 16		J 16		D 16		D 16		M 16		V 16		L 16	
J 17		D 17		M 17		V 17		L 17		L 17		J 17		S 17		M 17	
V 18		L 18		M 18		S 18		M 18		M 18		V 18		D 18		M 18	
S 19		M 19		J 19		D 19		M 19		M 19		S 19		L 19		J 19	
D 20		M 20		V 20		L 20		J 20	Eco\$	J 20		D 20		M 20		V 20	
L 21		J 21		S 21		M 21		V 21		V 21		L 21	Féiè	M 21		S 21	
M 22		V 22		D 22		M 22		S 22		S 22		M 22		J 22		D 22	
M 23		S 23		L 23		J 23	SOC	D 23		D 23		M 23		V 23		L 23	
J 24		D 24		M 24		V 24		L 24		L 24		J 24		S 24		M 24	
V 25		L 25		M 25	Féiè	S 25		M 25		M 25		V 25		D 25		M 25	
S 26		M 26		J 26		D 26		M 26		M 26		S 26		L 26		J 26	UDR
D 27		M 27		V 27		L 27		J 27		J 27		D 27		M 27		V 27	
L 28		J 28	LFI - NFP	S 28		M 28		V 28		V 28		L 28		M 28		S 28	
M 29		V 29		D 29		M 29				S 29		M 29		J 29	Féiè	D 29	
M 30		S 30		L 30		J 30				D 30		M 30		V 30		L 30	
J 31	RN		M 31		V 31				L 31				S 31				


 Semaine du Gouvernement

 Suspension des travaux

 Semaine de l'Assemblée nationale

 Jour des groupes d'opposition ou minoritaires

 Semaine de contrôle

 Loi de finances ou de financement de la sécurité sociale